



Éditorial. Vingt ans après : la « portugalité » introuvable

Michel Oriol



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/urmis/30>

DOI : 10.4000/urmis.30

ISSN : 1773-021X

Éditeur

Urmis

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 2004

Pagination : 11-13

ISSN : 1287-471X

Référence électronique

Michel Oriol, « Éditorial. Vingt ans après : la « portugalité » introuvable », *Cahiers de l'Urmis* [En ligne], 9 | février 2004, mis en ligne le 15 février 2005, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/urmis/30> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/urmis.30>



Les contenus des *Cahiers de l'Urmis* sont disponibles selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Éditorial : **Vingt ans après :** **la « portugalité » introuvable**

Michel Oriol

Sociologue à l'Urmis-Soliis, Nice.

Les travaux présentés ici permettent de faire un point précieux - malheureusement incomplet faute de ressources - par rapport à une situation qui avait été collectivement explorée et analysée par l'équipe interdisciplinaire dont les travaux ont été rassemblés dans les *Variations de l'identité*¹ (malheureusement mal diffusées). Force est de reconnaître qu'on manque de perspective diachronique dans l'analyse sociologique des populations immigrées. Il est vrai, et au moins un article de ce numéro le prouve, que l'histoire des migrations a pris un essor remarquable et est développée souvent avec beaucoup de rigueur. Mais, par la force des choses, les historiens favorisent la perspective institutionnelle, celle qui correspond aux documents qui sont disponibles et manquent d'études qui permettent de faire le point sur le devenir des sujets eux-mêmes, des relations familiales, des représentations populaires et des pratiques quotidiennes.

Or, de ce point de vue, ce qu'on trouverait ici, par rapport à ce qui fut analysé il y a 20 ans, ne manque pas de soulever problème. On est en effet frappé par le fait que certains traits de l'immigration portugaise, soulignés dans les années 1980, et d'abord l'invisibilité, se trouvent toujours, de façon surprenante, d'actualité. Elle est, dans les articles

qu'on trouvera plus loin, surtout soulignée et analysée d'un point de vue politique, mais on aurait pu aussi, si les moyens en avaient été donnés, montrer qu'elle concerne aussi la sphère culturelle. Que l'on songe à la visibilité des productions musicales, cinématographiques, à l'importance accordée aux évolutions religieuses dans les populations d'origine africaine, alors qu'on serait en peine d'obtenir de la part de la plupart de nos compatriotes d'autres mentions de la présence des Portugais en France que l'image en voie d'effacement de Linda de Souza et, pour certains, de la présence dans l'équipe de France de football de Robert Pires. Et la permanence de ce trait, qu'il faudrait sans doute contraster par rapport à l'évolution des statuts économiques, oblige à s'interroger sur la signification globale de cette appartenance à la diaspora portugaise.

Rappelons à cette fin, de façon très sommaire, quelques concepts que nous avons avancés il y a 20 ans pour analyser ce que nous avions proposé d'appeler l'identité-appartenance, en partant précisément des données recueillies auprès des familles liées à l'immigration en France et au Portugal. Nous avons notamment proposé de distinguer dans la constitution des groupes comme totalités, par ailleurs rarement exclusives, deux pôles : l'un que nous avons proposé de désigner comme « totalisation institutionnelle », c'est-à-dire l'ensemble de codes institués qui conduisent à catégoriser les sujets des groupes comme membres de tel groupe étendu, national ou autre, en assignant du même coup les règles impliquées par cette assignation. L'autre pôle, en relation dialectique avec le premier, est celui de la « totalisation existentielle », c'est à dire l'ensemble des représentations et des pratiques au niveau des sujets individuels ou collectifs qui, indépendamment de toute formalisation, tendent à manifester

1. ORIOL M. (dir.), *Les variations de l'identité : étude de l'évolution de l'identité culturelle des enfants d'émigrés portugais en France et au Portugal*, Nice, Rapport final de l'ATP CNRS 054, Vol. 1, 1984, et Vol. 2, 1988.

leur appartenance à cette communauté à laquelle ils revendiquent d'être affiliés.

Lorsqu'on essaye de comprendre la faiblesse des manifestations politiques des groupes portugais, que ce soit par rapport à l'Europe, par rapport à la France, ou par rapport au pays d'origine, il n'est pas inutile de faire le point en tenant compte de cette bipolarité. Rappelons que les données que nous avons recueillies auprès de jeunes Portugais âgés de 18 ans à 21 ans permettaient de construire une échelle hiérarchique d'identité-appartenance qui situait, par ordre d'importance, les différents types de « communauté » auxquelles les sujets individuels tenaient à être attachés. Formulée autrement, elle classait les membres de cette population selon le prix qu'ils accordaient au fait de demeurer portugais et du coup situait l'importance accordée aux ressources symboliques à partager pour signifier cette appartenance. Est ce que les plus « portugais » privilégiaient le fait d'épouser un compatriote, ou de travailler avec et pour lui, ou de parler la même langue ou d'avoir le même passeport ?

Or, ce qui venait clairement en tête du classement, c'était la « communauté linguistique », suivie de la « communauté endogamique ». L'appartenance politique se voyait attribuer un statut nettement inférieur, ne précédant que ce que j'ai pu appeler « l'identité indéterminée », le maintien d'un intérêt diffus pour ce qui peut advenir au pays d'origine et à ceux qui en sont issus.

En d'autres termes, dès les années 1980, le fait de pouvoir se catégoriser comme portugais n'était pas de façon prioritaire et privilégiée, pour la majorité de nos sujets, considéré comme une assignation d'ordre fondamentalement politique. Ce qui revient à dire que les indicateurs du type de la loyauté civique, comme la participation aux élections, ne

sont pas forcément les pertinents dans ce qu'on peut appeler sommairement le vécu des sujets individuels et collectifs. Ce qui se traduit, entre autres, et nous retrouvons ici pleinement les analyses d'Albano Cordeiro, par l'importance particulière de la vie associative, qui n'est pas directement liée aux codes juridiques, dans la mesure même où l'appartenance n'y est réglée et confirmée que par le volontariat.

C'est cette remarque sur la façon dont continue à se construire l'identité portugaise - dont nous rappelons avec évidence qu'elle est compatible avec d'autres appartenances, bien entendu - qui est fort intéressante par rapport au débat en cours, actuellement, dans la société française. Une partie importante de celle-ci, et également de ses intellectuels, est actuellement saisie d'une fièvre anti-communautariste particulièrement aiguë et si passionnelle qu'elle en arrive à obnubiler l'analyse critique. Elle correspond à la façon dont se construit communément depuis le XVIII^e siècle l'identité-appartenance des Français en privilégiant considérablement le pôle institutionnel par rapport au pôle existentiel, ce qui amène à privilégier, de façon quasi exclusive, comme gages de loyauté, les marques de participation politique et de respect civique des lois et règlements. En oubliant que seule la totalisation institutionnelle permet de définir avec quelque rigueur les limites d'un groupe, ce type de représentation conduit à méconnaître profondément les dimensions existentielles de l'affirmation des appartenances collectives. C'est cela même qui conduit aux dérives idéologiques comme l'hypostasie du concept d'intégration : un groupe qu'on n'entend pas parler politiquement et dont on n'entend pas parler, comme les Portugais, est considéré comme parfaitement intégré, de la même façon que l'on a pu dire dans un tout autre

domaine que le silence des organes est la marque de la santé de l'organisme

Or, l'analyse que nous trouvons dans la plupart des textes qui suivent montre bien que les formes maintenues de solidarité, qu'on peut, pourquoi pas ?, qualifier de communautaire, ne sont pas forcément, de façon privilégiée, d'ordre politique : on voit notamment dans les textes relatifs à l'écoute des radios, dans l'ensemble des analyses sur la vie associative, qu'on peut très bien maintenir une appartenance collective, encore une fois, non exclusive, sans que celle-ci se manifeste de façon privilégiée par le suffrage, par la participation active à la vie de partis, etc.

C'est sur ce point que la stigmatisation de la notion de communauté risque d'aveugler. Comme nous l'avons formulé plus haut, c'est seulement la totalisation institutionnelle avec l'arbitraire politique qu'elle comporte qui permet d'assigner de façon strictement déterminée les limites d'un groupe, de la même façon que c'est seulement la standardisation instituée qui permet de définir avec rigueur la normalité et les limites d'une langue. Or nous avons affaire ici à des formes d'intérêt, d'interrelation, qui, de façon par ailleurs probablement assez adaptée aux conditions de la société post-industrielle, peuvent fort bien privilégier les manifestations individuelles, non formalisées, de l'intérêt, de la solidarité, du partage, de l'échange.

Cette analyse montre non seulement les embarras de la totalisation institutionnelle actuellement en cours dans la société française, mais aussi les difficultés qu'ont toujours connues les pays d'émigration pour gérer à distance de façon formalisée leurs diasporas. Nous le retrouvons, de façon très finement analysée, par rapport aux émissions de la radio portugaise destinées à l'étranger : paradoxalement, ce ne sont pas forcément, là encore, les dimensions politiques qui vont être politique-

ment privilégiées. On retrouve là ce que nous avons proposé d'appeler « l'identité indéterminée », c'est à dire cette marque d'intérêt, qui n'est pas strictement relative à tel ou tel domaine de la vie sociale, mais qui continue à susciter des intérêts, des solidarités, par rapport à des événements publics positifs ou négatifs

D'autre part, les analyses proposées ici peuvent positivement conduire à mettre en question les modalités actuelles de gestion politique des populations liées à l'immigration. L'intimation de citoyenneté n'est pas forcément ce qui correspond à la façon dont existentiellement les sujets se situent dans leurs pratiques quotidiennes et leurs relations privilégiées. En revanche, les analyses proposées il y a déjà 20 ans, sur le rôle médiateur de la vie associative, permettant d'articuler participation existentielle et lien à des dispositifs institués, restent d'une actualité entière. On ne peut, de ce point de vue, que regretter que le Fond d'action sociale (FASILD) ait considéré qu'il n'était plus pertinent désormais de soutenir les réseaux associatifs qui continuent à vivre et à se développer dans la communauté portugaise, au prétexte, à nos yeux fallacieux, que le processus d'intégration serait désormais acquis et irréversible.